
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXX.

Du Mardi 10 Novembre 1789.

M. le président a annoncé que M. le garde-des-sceaux avoit envoyé des expéditions en forme des différens décrets présentés au roi; qu'il y en avoit une suivant les nouvelles formules qui seules désormais seroient suivies.

Il a rapporté encore que M. le garde-des-sceaux lui avoit dit que pour faire parvenir plutôt les décrets de l'assemblée dans le royaume, il seroit nécessaire de suivre encore l'ancien usage, c'est-à-dire, de les envoyer aux parlemens, qui les font passer aux tribunaux subalternes & aux commissaires départis, qui les font passer aux municipalités, parce que cet envoi étant trop long à faire par les bureaux, retarderoit beaucoup l'exécution des décrets. L'assemblée a pensé, sans doute, qu'une bonne constitution ne pouvoit consacrer aucun de ces deux pouvoirs. Elle a décrété en conséquence, que son intention étoit que tous les décrets seroient envoyés directement au nom du pouvoir exécutif, sans l'intermédiaire des parlemens & des commissaires départis.

M. le garde-des-sceaux a prévenu encore M. le prési-

Tome IV.

K

dent qu'il alloit lui envoyer le même jour, & qu'il lui enverroit désormais tous les accusés de réception.

L'ordre du jour a ramené à la question importante de la division du royaume.

M. Pethion de Villeneuve a développé avec beaucoup de clarté, les inconvéniens qu'il a cru appercevoir dans le plan du comité ; il pensoit qu'on pouvoit bien fixer le nombre des départemens, mais non celui des assemblées *communales* & *primaires* qu'il faudroit nécessairement laisser gouverner par les localités.

Jusqu'à présent les provinces n'étoient séparées, disoit-il, que par les privilèges, les exemptions, les immunités, qui étoient les causes perpétuelles de leurs divisions ; ce n'est ni le sol, ni le territoire qui forme l'esprit particulier, mais quand vous les aurez réunis par une bonne constitution & par l'égalité des droits, les provinces formeront une alliance naturelle que rien ne pourra rompre. »

M. Péthion de Villeneuve a considéré ensuite les assemblées sous le double rapport d'administration & de représentation.

Il n'admettoit que deux degrés pour la représentation ; il trouvoit qu'un plus grand nombre bleffoit la justice & le droit des représentés. Ainsi, supprimant les assemblées *communales* pour l'élection, il desiroit que les députés des assemblées *primaires* se réunissent en assemblée de département, pour nommer les députés à l'assemblée nationale.

Quant aux bases de représentation, il trouvoit le plan du comité de constitution plus ingénieux que solide, ses bases trop inégales, & leur combinaison trop systématique ; il croyoit qu'on ne pouvoit obtenir des inégalités de ces trois bases qu'un mauvais résultat ; il n'adoptoit que la base de la population ; il ne vouloit combiner cette base avec aucune autre, parce qu'il ne voyoit aucune opération utile

dans la combinaison de deux élémens vicieux. Il regardoit cependant la base contributive comme moins vicieuse que celle du territoire. Voici les articles qu'il proposoit à la délibération.

CHAPITRE PREMIER.

Division de la France.

1. Le royaume sera-t-il divisé en quatre-vingt grandes parties les plus égales possibles, ou en un nombre plus ou moins considérable ?

2. Chacune de ces parties seront-elles divisées en districts ?

3. Le nombre de ces districts sera-t-il égal dans toutes les administrations provinciales ?

4. Chacun de ces districts sera-t-il divisé en canton ?

5. Le nombre de ces cantons sera-t-il égal dans tous les districts ?

6. Sera-t-il nécessaire d'établir des cantons pour les villes & bourgs un peu considérables ?

7. Dans ces divisions & subdivisions conservera-t-on inviolablement les limites des provinces, ou bien pourra-t-il être fait entre les territoires limitrophes des échanges, des séparations, des réunions, suivant les convenances & la nature des choses ?

CHAPITRE II.

Comment parvenir à cette opération ?

1. Les députés de chaque généralité & de chaque pays d'états, d'après le nombre d'administrations provinciales accordées à chacune de ces généralités, à chacun de ces pays d'états, s'assembleront-ils en bureaux particuliers pour convenir des chefs-lieux & des arrondissemens de ces administrations, ou suivra-t-on une autre marche pour parvenir à ce travail ?

2. Les députés de chaque administration provinciale se réuniront-ils ensuite entre eux pour déterminer les chefs-lieux des districts & leurs arrondissemens, ou bien attendra-t-on que les assemblées provinciales soient formées pour que les membres fixent ces districts & ces arrondissemens ?

3. Les députés formeront-ils également les cantons, ou attendra-t-on que les districts soient établis pour composer un canton ?

CHAPITRE III.

Les assemblées considérées sous les rapports de l'administration de ces assemblées.

1. Y aura-t-il dans chaque ville, bourg & village du royaume un bureau municipal ?

2. Quelle règle de proportion observera-t-on pour le nombre des membres dont ces bureaux seront composés ?

3. Tiendra-t-on ou non des assemblées de canton pour les objets d'administration ?

4. De combien de membres chaque assemblée de district sera-t-elle composée ?

5. Ce nombre sera-t-il égal dans tous les districts ?

6. Par qui ces membres seront-ils choisis ?

7. Quel procédé emploiera-t-on pour cette nomination ?

8. De combien de membres chaque administration provinciale sera-t-elle composée ?

9. Ce nombre sera-t-il égal dans toutes les assemblées ?

10. De quelle manière procédera-t-on au choix de ces membres ?

CHAPITRE IV.

Les assemblées considérées sous le rapport de l'élection pour la représentation nationale.

1. En quel nombre les citoyens actifs doivent-ils se trouver dans les assemblées primaires ?

2. Ces assemblées nommeront-elles des électeurs qui feront choix des députés pour l'assemblée nationale, ou les électeurs éliront-ils d'autres électeurs à qui ce choix sera confié en d'autres termes ? y aura-t-il deux ou trois degrés d'élection ?

3. Dans le cas où il n'y auroit que deux degrés, dans quel endroit se rendront les électeurs choisis par les assemblées primaires pour nommer les députés à l'assemblée nationale, se rendront-ils dans le chef-lieu des districts, ou se rendront-ils dans le chef-lieu des administrations provinciales ?

4. Ces administrations provinciales ou de département auront-elles des députés à l'assemblée nationale, à raison de l'étendue de leur territoire, de leur population & de leur contribution, ou ne prendra-t-on qu'une ou deux de ces bases ?

M. Thourer a demandé la parole pour défendre le plan du comité dont il disoit qu'on avoit confondu les vues & les objets dans les discussions. Il a lu un discours très-méthodique, dans lequel il a développé les inconvéniens des nouveaux plans proposés ; il a fait ensuite le rapprochement de ses principes avec ceux de M. de Mirabeau.

On se rappelle que plusieurs membres s'étoient déclarés en faveur de la population, comme la seule base digne du législateur & de l'administrateur. Aussi M. Thourer a-t-il dirigé ses principales attaques contre cette objection essentielle. « Prendre la population pour élément des assemblées provinciales, disoit-il, c'est prendre une méthode plus vicieuse que toutes les autres. Elle expose à l'inconvénient d'enfreindre les limites connues, & à sacrifier les conventions locales. C'est coaliser les lieux nécessaires pour trouver le nombre d'hommes qui seroit fixé, c'est établir les départemens sur la base variable de la population. Pourquoi travailler ainsi le royaume à certaines époques ;

cette instabilité dui ressort seroit un mal. Les gouvernés se trouveroient ainsi transportés d'un lieu à un autre pour l'administration. Comment connoître, constater & balancer la population du royaume? comment reconnoître les chefs-lieux convenables sans consulter le territoire? du moins la division territoriale est tracée sur la carte, & peut être perfectionnée en très-peu de temps; mais la carte d'après la population n'est pas tracée, & combien de semaines de travail ne faut-il pas avant de pouvoir la présenter? . . .

Si l'on suivoit l'opinion de M. de Mirabeau, de diviser le royaume en cent vingt départemens, c'est-à-dire, de mettre dans chacun trente-fix mille citoyens actifs sur deux cent mille habitans, nous aurions en Normandie plus de départemens que de bailliages principaux: il y a en tout des mesures moyennes; les administrations trop petites manquent d'énergie & de zèle; leur peu d'étendue diminue à leurs yeux leur importance, & les dépenses sont augmentées par leur multiplication. »

M. Thourret, après avoir démontré par d'excellens motifs la nécessité des assemblées communales, a présenté les grands avantages que la haute-Normandie avoit retiré de ces corps administratifs subordonnés & intermédiaires à l'assemblée provinciale. « Il est impossible, disoit-il, que le département remplisse ses fonctions, s'il n'est secouru par des arrondissemens. On ne peut confier à un homme seul l'exécution des différentes opérations ordonnées par les assemblées provinciales sur la répartition des impôts, sur la réduction du trop imposé, sur les travaux publics, sur l'autorisation des dépenses des communautés; sur les mémoires & pétitions des particuliers. »

Venant enfin aux municipalités, M. Thourret les a présentées comme soumises au pouvoir national sans en faire partie, soumises aux actes de la législation & dépendantes

à certains égard des pouvoirs exécutif & judiciaire. Les officiers municipaux n'ont pas droit en cette qualité à l'administration, mais on peut les y adapter par la répartition individuelle des impôts, par la surveillance des travaux publics dans leur ressort, & par un pouvoir judiciaire propre à terminer de petites contestations; il faut en distinguant les pouvoirs ne pas constituer les municipalités comme élément des administrations.

Nous ne suivrons pas M. Thouret dans l'examen qu'il a fait des avantages du plan de comité sur celui de M. de Mirabeau, ni dans les preuves qu'il a données que ces deux plans ne différoient pas beaucoup entre eux; nous nous contenterons de répéter avec lui, que des débats superflus pourroient nuire à la chose publique; que les délais sont aujourd'hui nos plus grands ennemis, & qu'un jour perdu, un décret retardé, peut produire de grands maux & exposer les représentans de la nation à une sérieuse responsabilité envers elle.

Cet excellent discours de M. Thouret a été très-goûté, & les applaudissemens qu'on lui a donnés, n'ont été interrompus que par une allégorie ingénieuse de M. le vicomte de Mirabeau. « Il ne faut pas tant de plans, a-t-il dit, pour bien faire. L'histoire rapporte qu'un sculpteur faisant une statue, ne consulta que son génie; pour en faire une autre, il consulta tout le monde; la première fut un chef-d'œuvre, & la seconde une monstruosité; alors l'artiste s'écria : O Athéniens, voilà votre ouvrage. »

L'assemblée ayant paru desirer d'aller aux voix, M. Barnave a présenté un plan de délibération en ces termes :

1°. Sera-t-il procédé à une nouvelle division du royaume, pour la formation des départemens de représentation & d'administration ?

2°. Les premiers départemens seront-ils au nombre de 80, plus ou moins ?

3°. Ces départemens feront-ils subdivisés en districts ?

4°. Les districts feront-ils au nombre de neuf dans chaque département, plus ou moins ?

M. Bouche a dit qu'on ne pouvoit aller aux voix, puisqu'il y a des députés des provinces qui demandent à être entendus. M. de Mirabeau a demandé aussi que la discussion fût ajournée à aujourd'hui, en offrant de prouver que M. Thourret s'étoit trompé, soit dans l'application des principes du comité, soit dans celle de son projet.

L'assemblée a renvoyé la discussion pour être continuée à la séance de ce jour.

Le comité militaire a demandé à faire un rapport intéressant, qui a été renvoyé à un autre jour ; & le comité de judicature doit faire aussi un rapport relatif au centième denier des offices dont la vénalité est supprimée. Cette opération fiscale faite dans le temple de la justice, lors de la révolution de 1771, va disparaître sans doute dans une autre révolution, plus digne de la majesté du peuple français.

Le district des Feuillans se félicitant d'avoir l'assemblée nationale dans son sein, a demandé la permission de lui présenter ses hommages ; l'assemblée y a paru très-sensible ; mais comme elle avoit déjà répondu au district de la cité de présenter son adresse au comité des rapports, elle en a usé de même envers le district des Feuillans en lui adressant des remerciemens.

Une lettre de M. le garde-des-sceaux a annoncé que le roi venoit d'être informé de l'arrêt pris par la chambre des vacations du parlement de Rouen, à raison de la loi qui la proroge, & que sa majesté n'a pu s'empêcher de lui témoigner son animadversion. M. le garde-des-sceaux s'empresse de transmettre à l'assemblée l'arrêt que les circonstances ont paru rendre indispensables.

A cette lettre étoit jointe la sanction du décret du 7 de ce mois, qui interdit les places du ministère aux membres de l'assemblée nationale, pendant la durée de la session actuelle; la sanction du décret rendu pour le Havre, & l'arrêt du conseil qui casse l'arrêté de la chambre des vacations du 6 de ce mois, avec inhibition d'en prendre à l'avenir de semblable.

On a lu l'arrêt du conseil, & c'est avec la plus vive satisfaction que l'assemblée a entendu ces expressions qui peignent si bien l'ame de notre bon & vertueux monarque.

« Sa majesté, porte cet arrêt, n'a pu voir qu'avec autant de surprise que de mécontentement des paroles capables de répandre des doutes sur ses principes & sur son union intime avec l'assemblée nationale: sa majesté voulant détruire toute incertitude sur cet objet, a cassé l'arrêté du 6 novembre, &c. »

M. Target & M. Dupont ont observé que la connoissance de l'arrêté de la chambre des vacations étoit nécessaire avant de délibérer. M. Populus disoit que l'envoi de l'arrêt du conseil étoit une dénonciation suffisante; mais l'assemblée a cru devoir faire demander à M. le gardes-sceaux la communication authentique de cet arrêté.

Dans l'intervalle, M. Treilhord reprenant sa motion, ajournée depuis samedi, concernant la suspension de la nomination aux bénéfices, l'a reproduite sous une autre forme, mais en respectant le patronage laïque & la collation laicale. Il étoit trop instruit pour entreprendre de mettre en interdit les propriétés particulières des patrons laïques. A ces mots de propriété particulière, les décrets doivent s'arrêter; là finit le ministère du législateur.

Voici les articles qu'il a proposés.

ARTICLE PREMIER.

« L'assemblée nationale a arrêté que le roi seroit supplié de surseoir à la nomination de bénéfices, excepté toutefois les archevêchés, évêchés & cures; il sera pareillement sursis à toute nomination & disposition, de quelque nature qu'elle puisse être, de tous titres à collation ou patronage ecclésiastique qui ne sont pas à charge d'ame.

ART. II.

» Ceux qui seront pourvus à l'avenir d'archevêchés & évêchés, ne pourront jouir des revenus qui y sont actuellement attachés, que jusqu'à concurrence des sommes qui seront incessamment déterminées, sans néanmoins que les titulaires d'archevêchés & évêchés dont les revenus seroient inférieurs auxdites sommes, ayent droit de prétendre à un supplément.

ART. III.

» Dans les vingt-quatre heures de la publication du présent décret, le juge ordinaire du chef-lieu de chaque bénéfice, autre que les cures & maisons employées actuellement au soulagement des malades & à l'éducation publique, apposera le scellé sur les chartiers, manuscrits & bibliothèques desdits bénéfices; ne seront néanmoins compris sous cette apposition, les bibliothèques actuellement ouvertes au public, ainsi que les beaux, lièves & autres papiers nécessaires pour la perception des cens, rentes & revenus, lesquels seront laissés par le procès-verbal du juge, à la charge & garde au bibliothécaire du titulaire ou des syndics & procureurs des maisons. L'assemblée nationale se réserve au surplus de décréter incessamment par qui & de quelle manière il sera procédé à la levée desdits scellés ».

On a désiré d'aller aux voix sur le premier article :

mais M. Dupont a proposé de surseoir à la nomination des évêchés & archevêchés, afin de n'établir, à l'avenir, qu'autant d'évêchés qu'il y aura de départemens, & de n'être pas obligé de donner des retraites aux personnes dont les places seroient supprimées, ce qui formera pour la nation une économie de trois millions.

Cet amendement a été adopté, non sans quelques murmures, parce que certains membres prétendoient que le décret mis à l'opinion n'avoit pas été entendu.

M. l'abbé Mauri ayant demandé à l'assemblée la parole, & l'ayant obtenue, s'est plaint de ce que M. Treilhard avoit ajouté à sa motion des articles qui n'y étoient pas compris, & des dispositions absolument nouvelles. « Vos momens sont trop précieux, a-t-il dit, pour cette discussion, & ce n'est pas en surprenant des décisions, dans un moment critique, que l'on doit présenter des décrets à la nation. Le dernier jour on avoit excepté les églises cathédrales & collégiales, & aujourd'hui l'on n'en fait pas mention; la question des évêchés est très-délicate, & je demande que les articles proposés par M. Treilhard soient ajournés. »

Comme il ne s'agissoit que de surseance & de provisoire, la demande d'ajournement n'a pas empêché d'aller aux voix sur l'article premier, qui a été adopté tel qu'il a été déjà énoncé, en retranchant seulement les mots *évêché & archevêché*.

M. Destournel a demandé que l'exception fût faite en faveur des abbayes régulières des provinces belgiques, sous prétexte que les religieux de ces abbayes étoient curés primitifs. Ce titre n'étoit pas assez favorable pour former une exception en sa faveur; aussi l'amendement de M. Destournel a été rejeté, d'après les réclamations de M. Renaut de Lorraine, & d'un député des provinces belgiques.

M. de Virieux a proposé ensuite de ne pas suspendre la nomination aux dignités & canonicats des cathédrales.

Si cette opinion avoit été adoptée, on auroit sans doute affecté la moitié de ces bénéfices à la retraite des anciens pasteurs, pour se conformer à l'ancienne discipline & aux instructions que Charles IX fit donner à ses ambassadeurs au concile de Trente; mais M. Salé de Choux a prouvé l'inutilité de cette exception en faveur des chapitres, & la demande de M. de Virieux a été rejetée.

L'ajournement ayant été demandé sur les autres articles proposés par M. Treillard, a été accordé.

M. de Lameth, l'un des secrétaires, a fait lecture de l'arrêté pris par la chambre de vacation du parlement de Normandie, le 6 de ce mois. Il a donné lieu à des débats très-vifs & à des motions dont nous rendrons compte demain, les débats ayant été ajournés à la séance de ce jour.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.